

DÉCISION

AUTORISATION / MORCELLEMENT ET DÉROGATIONS MINEURES

Date de la décision :	23 janvier 2026
Groupe :	2 – Suburbain
Dossiers :	D08-01-25/B-00102 et D08-01-25/B-00103 D08-02-25/A-00120 et D08-02-25/A-00122
Demandes :	Autorisation en vertu de l'article 53 de la <i>Loi sur l'aménagement du territoire</i> Dérogations mineures en vertu de l'article 45 de la <i>Loi sur l'aménagement du territoire</i>
Requérants :	F. Azzi and A. Chalhoub
Adresse de la propriété :	1307, chemin Heron
Quartier :	18 - Alta Vista
Description officielle :	Lot 2, plan enregistré 607
Zonage :	R1O
Règlement de zonage :	n° 2008-250
Date de l'audience :	13 janvier 2026, en personne et par vidéoconférence

PROPOSITION DES REQUÉRANTS ET OBJET DES DEMANDES

- [1] Les requérants souhaitent lotir la propriété en deux parcelles distinctes en vue de la construction de deux maisons isolées de deux étages, abritant chacune deux logements supplémentaires, conformément aux plans déposés auprès du Comité. La maison isolée existante sera démolie.
- [2] Lors de l'audience prévue le 3 juin 2025, le Comité a reporté l'étude de ces demandes afin de permettre aux requérants de réviser leurs plans et les dérogations mineures demandées.

AUTORISATION REQUISE

- [3] Les requérants sollicitent l'autorisation du Comité pour morceler le bien-fonds et concéder des servitudes/emprises. La propriété est représentée par les parties 12 à 22 sur le plan 4R préliminaire qui accompagne les demandes. Les parcelles distinctes sont décrites ci-après :

Tableau 1 Parcelles proposées

Dossier	Façade	Profondeur	Superficie	Parties	Adresse municipale
B-00102	11,43 m	30,48 m	347,4 m ²	12 à 16, 18	1305, chemin Heron (Maison proposée)
B-00103	11,43 m	30,48 m	347,8 m ²	17, 19 à 22	1307, chemin Heron (Maison proposée)

[4] Il est proposé d'établir les servitudes/emprises suivantes :

- Sur les parties 16 et 18 au bénéfice des parties 17 et 19 à 22 aux fins d'accès et d'entretien.
- Sur les partie 17 et 19 au bénéfice des parties 12 à 16 et 18 aux fins d'accès et d'entretien.

[5] Les demandes indiquent que la propriété fait actuellement l'objet d'une servitude définie dans l'instrument OT11883.

[6] La proposition n'est pas conforme aux exigences du Règlement de zonage. Par conséquent, des demandes de dérogations mineures ont également été déposées.

DÉROGATIONS DEMANDÉES

[7] Les requérants demandent au Comité d'autoriser les dérogations mineures au Règlement de zonage décrites ci-après :

A-00120 : 1305, chemin Heron, parties 12 à 16 et 18 sur le plan 4R préliminaire, maison isolée proposée :

- a) Permettre la réduction de la superficie du lot à 347,4 mètres carrés, alors que le Règlement exige une superficie de lot minimale de 450 mètres carrés.
- b) Permettre la réduction de la largeur du lot à 11,4 mètres, alors que le Règlement exige une largeur de lot minimale de 15 mètres.
- c) Permettre la réduction du retrait pour l'accès au toit à 0 mètre par rapport au mur extérieur arrière de la maison, alors que le Règlement exige un retrait minimal équivalent à la hauteur de l'accès au toit.
- d) Permettre la réduction de la superficie de la cour arrière à 78,85 mètres carrés, soit 22,7 % de la superficie du lot, alors que le Règlement exige une superficie minimale de 86,85 mètres carrés, soit 25 % de la superficie du lot.

- e) Permettre la réduction de la marge de recul de la cour arrière à 21,68 % de la profondeur du lot, soit 6,61 mètres, alors que le Règlement stipule que la marge de recul arrière minimale requise est de 28 % de la profondeur du lot, soit 8,53 mètres dans le cas présent.

A-00122 : 1307, chemin Heron, parties 17 et 19 à 22, sur le plan 4R préliminaire, maison isolée proposée :

- f) Permettre la réduction de la superficie du lot à 347,8 mètres carrés, alors que le Règlement exige une superficie de lot minimale de 450 mètres carrés.
- g) Permettre la réduction de la largeur du lot à 11,43 mètres, alors que le Règlement exige une largeur de lot minimale de 15 mètres.
- h) Permettre la réduction du retrait pour l'accès au toit à 0 mètre par rapport au mur extérieur arrière de la maison, alors que le Règlement exige un retrait minimal équivalent à la hauteur de l'accès au toit.
- i) Permettre la réduction de la superficie de la cour arrière à 77,51 mètres carrés, soit 22,3 % de la superficie du lot, alors que le Règlement exige une superficie minimale de 86,9 mètres carrés, soit 25 % de la superficie du lot.
- j) Permettre la réduction de la marge de recul de la cour arrière à 21,36 % de la profondeur du lot, soit 6,51 mètres, alors que le Règlement stipule que la marge de recul arrière minimale requise est de 28 % de la profondeur du lot, soit 8,53 mètres dans le cas présent.

[8] La propriété ne fait l'objet d'aucune autre demande en cours en vertu de la *Loi sur l'aménagement du territoire*.

AUDIENCE PUBLIQUE

Résumé des observations orales

[9] Chang Sun, représentant des requérants, présente un diaporama, dont une copie est conservée dans les dossiers du secrétaire-trésorier et est disponible sur demande auprès de la coordonnatrice ou du coordonnateur du Comité.

[10] En réponse aux questions du Comité, M. Sun souligne que les bâtiments proposés ont été déplacés vers la limite arrière du terrain en raison de la zone de protection de l'emprise affectant l'avant de la propriété, mais que la proposition respecterait tout de même l'exigence minimale de 15 % d'aménagement paysager dans la cour arrière. Il confirme également que la proposition répond à l'exigence minimale en matière de stationnement et que la terrasse sur le toit proposée offrirait une aire d'agrément privée aux résidents.

[11] L'urbaniste de la Ville, Elizabeth King, confirme que la Ville n'a aucune réserve au sujet des demandes.

[12] Le Comité entend également la présentation orale de la personne suivante :

- M. S. Burke, résident, souligne ses préoccupations concernant l'enclos à déchets proposé à proximité immédiate de sa cour arrière, le stationnement dans la cour arrière, le déneigement, la densité du projet et son impact sur le caractère du quartier, ainsi que la jouissance de sa propriété et en particulier de son jardin arrière.

[13] À l'issue de l'audience publique, le Comité met sa décision en délibéré.

DÉCISION ET MOTIFS DU COMITÉ :

- **DEMANDES D'AUTORISATION ACCORDÉES**
- **DEMANDES DE DÉROGATIONS MINEURES ACCORDÉES, EN PARTIE**

Les demandes d'autorisation doivent satisfaire aux critères prévus par la loi

[14] En vertu de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, le Comité a le pouvoir d'accorder une autorisation s'il est convaincu qu'un plan de lotissement du terrain n'est pas nécessaire à l'aménagement approprié et ordonné de la municipalité. En outre, le Comité doit être convaincu qu'une demande est conforme à la Déclaration de principes provinciale et tient compte des questions d'intérêt provincial en vertu de l'article 2 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, ainsi que des critères suivants énoncés au paragraphe 51(24) :

Les demandes de dérogations mineures doivent satisfaire aux quatre critères prévus par la loi

[15] Le Comité a le pouvoir d'autoriser une dérogation mineure aux dispositions du Règlement de zonage si, à son avis, la demande satisfait aux quatre critères énoncés au paragraphe 45(1) de la *Loi sur l'aménagement du territoire*. Il doit examiner si la dérogation est mineure, si elle est souhaitable pour l'aménagement ou l'utilisation appropriés du terrain, du bâtiment ou de la structure, et si l'objet et l'intention générale du Plan officiel et du Règlement de zonage sont respectés.

Critères

(24) L'examen de l'ébauche du plan de lotissement tient compte notamment des questions de santé, de sécurité, de commodité, d'accessibilité pour les personnes handicapées et de bien-être des habitants actuels et futurs de la municipalité et porte aussi sur :

- a) l'effet de l'exploitation du lotissement proposé sur les questions d'intérêt provincial visées à l'article 2;
- b) la question de savoir si le lotissement proposé est prématuré ou dans l'intérêt public;
- c) la conformité ou non de ce plan avec le plan officiel et les plans adjacents de lotissement, s'il en est;
- d) la mesure dans laquelle le terrain répond aux fins du lotissement;
- d.1) si des logements abordables sont proposés, la mesure dans laquelle les logements proposés sont appropriés pour servir de logements abordables;
- e) le nombre, la largeur, l'emplacement des voies publiques, leurs pentes et élévations proposées, et le caractère adéquat de ces aspects, ainsi que les voies publiques reliant celles qui sont situées dans le lotissement proposé à celles du réseau existant dans les environs et le caractère adéquat de ces voies publiques qui relient;
- f) les dimensions et la forme des lots proposés;
- g) les restrictions existantes ou proposées, s'il en est, touchant le terrain dont le lotissement est proposé ou les bâtiments et constructions dont l'édification est proposée, ainsi que les restrictions, s'il en est, touchant un terrain contigu;
- h) la protection des richesses naturelles et la lutte contre les inondations;
- i) le caractère adéquat des services publics et municipaux;
- j) le caractère adéquat des emplacements scolaires;
- k) la partie du terrain, s'il en est, dans le lotissement proposé, qui, à l'exclusion des voies publiques, est destinée à être cédée ou affectée à des fins publiques;
- l) la mesure dans laquelle la conception du plan optimise, en ce qui concerne l'énergie, les stocks disponibles, les modes d'approvisionnement, l'utilisation efficiente et la conservation et
- m) les liens entre le dessin du plan de lotissement proposé et les questions de réglementation du plan d'implantation relatives à toute exploitation sur le terrain, si ce dernier se trouve également dans une zone de réglementation du plan d'implantation désignée en vertu du paragraphe 41 (2) de la présente loi ou du paragraphe 114 (2) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*. 1994, chap. 23, art. 30; 2001,

chap. 32, par. 31 (2); 2006, chap. 23, par. 22 (3) et (4); 2016, chap. 25, annexe 4, par. 8 (2).

Éléments de preuve

[16] Les éléments de preuve examinés par le Comité comprennent les observations orales formulées lors de l'audience, comme il est précisé ci-dessus, ainsi que les observations écrites suivantes, qui sont conservées dans les dossiers du secrétaire-trésorier et que le coordonnateur ou la coordonnatrice du Comité peut obtenir sur demande :

- Demandes et documents à l'appui, y compris la lettre d'accompagnement, les plans, le rapport d'information sur les arbres, la photo de l'enseigne affichée et la déclaration de l'affichage de l'avis;
- Rapport d'urbanisme de la Ville, reçu le 8 janvier 2026, sans aucune préoccupation;
- Office de protection de la nature de la vallée de la Rideau, courriel reçu le 8 janvier 2026, sans aucune objection;
- Hydro Ottawa, courriel reçu le 8 janvier 2026, comportant des observations;
- A. et F. D'Silva, résidents, courriel reçu le 12 janvier 2026, comportant des observations.

Effet des observations sur la décision

[17] Le Comité prend en considération toutes les observations écrites et orales relatives aux demandes pour prendre sa décision et accorde les demandes, en partie.

[18] Le Comité note que le rapport d'urbanisme de la Ville ne soulève « aucune préoccupation » concernant les demandes, sous réserve des conditions d'autorisation provisoire demandées et acceptées par le représentant des requérants.

[19] D'après les éléments de preuve, le Comité est convaincu que la proposition est conforme à la *Déclaration provinciale sur la planification de 2024*, qui favorise la construction de logements, le soutien de collectivités fortes et la prestation efficace d'infrastructures et d'installations de services publics pour répondre aux besoins prévus, à l'utilisation et à la gestion judicieuses des ressources ainsi qu'à la protection de la santé et de la sécurité du public.

[20] Le Comité est également d'avis que la proposition tient suffisamment compte des questions d'intérêt provincial, notamment l'aménagement ordonné de

communautés sûres et saines, l'emplacement approprié de la croissance et du développement, et la protection de la santé et de la sécurité du public.

- [21] Par ailleurs, le Comité estime qu'un plan de lotissement n'est pas nécessaire pour réaliser un aménagement adéquat et ordonné de la municipalité.
- [22] En outre, le Comité estime que la proposition tient dûment compte des critères énoncés au paragraphe 51(24) de la *Loi sur l'aménagement du territoire* et qu'elle est dans l'intérêt public.
- [23] Au vu des preuves fournies, le Comité est d'avis que les dérogations demandées (a), (b), (c), (d), (f), (g), (h) et (i) respectent les quatre critères énoncés au paragraphe 45(1) de la *Loi sur l'aménagement du territoire*.
- [24] Le Comité note également qu'aucun élément de preuve irréfutable n'a été présenté démontrant que les dérogations (a), (b), (c), (d), (f), (g), (h) et (i) entraîneraient des effets négatifs inacceptables sur les propriétés avoisinantes.
- [25] Compte tenu des circonstances, le Comité estime que, comme la proposition s'inscrit bien dans les environs, les dérogations (a), (b), (c), (d), (f), (g), (h) et (i) sont, du point de vue de la planification et de l'intérêt public, souhaitables pour l'aménagement ou l'utilisation appropriés du terrain, du bâtiment ou de la structure sur la propriété, et par rapport aux terrains voisins.
- [26] Le Comité estime également que les dérogations (a), (b), (c), (d), (f), (g), (h) et (i) respectent l'objet et l'intention générale du Plan officiel parce que la proposition préserve le caractère du quartier.
- [27] Par ailleurs, le Comité est d'avis que les dérogations (a), (b), (c), (d), (f), (g), (h) et (i) respectent l'objet et l'intention générale du Règlement de zonage puisque la proposition représente un aménagement ordonné de la propriété qui est compatible avec les environs.
- [28] En outre, le Comité considère que les dérogations (a), (b), (c), (d), (f), (g), (h) et (i), tant individuellement que cumulativement, sont mineures car elles n'auront aucune incidence négative inacceptable sur les propriétés voisines ou le quartier en général.
- [29] À l'inverse, au vu de la preuve, la Majorité du Comité (le vice-président, F. Poulin, et la membre H. MacLean étant dissidents) n'est pas convaincue que les dérogations (e) et (j) respectent les quatre critères énoncés au paragraphe 45(1) de la *Loi sur l'aménagement du territoire*.
- [30] Plus précisément, la Majorité du Comité n'est pas convaincue que les dérogations (e) et (j) respectent l'objet et l'intention générale du Règlement de zonage, ni que ces réductions, relativement importantes, de la marge de recul arrière minimale n'entraîneraient pas d'effets préjudiciables excessifs pour les propriétaires des terrains voisins à l'arrière.

[31] **LE COMITÉ DE DÉROGATION ORDONNE** que les demandes d'autorisation soient accordées et que l'autorisation provisoire soit donnée, sous réserve des conditions énoncées dans l'Annexe A de la présente décision.

[32] **LE COMITÉ DE DÉROGATION ORDONNE ÉGALEMENT** que les demandes de dérogations mineures soient accordées en partie et que les dérogations (a), (b), (c), (d), (f), (g) (h) et (i) au Règlement de zonage soient autorisées. Les dérogations (e) et (j) ne sont pas autorisées.

« *Fabian Poulin* »
(avec dissidence notée)
FABIAN POULIN
VICE-PRÉSIDENT

« *Jay Baltz* »
JAY BALTZ
MEMBRE

« *George Barrett* »
GEORGE BARRETT
MEMBRE

« *Heather MacLean* »
(avec dissidence notée)
HEATHER MACLEAN
MEMBRE

« *Julianne Wright* »
JULIANNE WRIGHT
MEMBRE

J'atteste que la présente est une copie conforme de la décision rendue par le Comité de dérogation de la Ville d'Ottawa, datée du **23 janvier 2026**.

« *Michel Bellemare* »
MICHEL BELLEMARE
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

AVIS DE DROIT D'APPEL

Pour faire appel de cette décision devant le Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire (TOAT), vous devez remplir le formulaire d'appel et payer les droits de dépôt en utilisant l'une des options indiquées ci-dessous et soumettre le tout au plus tard à **15 h 00 le 12 février 2026**.

- **SERVICE DE DÉPÔT ÉLECTRONIQUE DU TOAT** – Un appel peut être déposé en ligne au moyen du [portail de dépôt électronique](#). Les nouveaux utilisateurs devront créer un compte Mon Ontario. Sélectionnez [Ottawa (Ville) : Comité de dérogation] comme autorité approbatrice. Remplissez tous les champs requis du formulaire d'appel et payez les droits de dépôt au moyen d'une carte de crédit.
- **PAR COURRIEL** – Les dossiers d'appel peuvent être envoyés par courriel à cded@ottawa.ca. Le formulaire d'appel est disponible sur le site Web du TOAT à l'adresse [Formulaires | Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire](#).

Veillez indiquer sur le formulaire d'appel que le paiement sera effectué par carte de crédit.

- **EN PERSONNE** – Les dossiers d'appel peuvent être envoyés au secrétaire-trésorier, Comité de dérogation, 101, promenade Centrepointe, 4^e étage, Ottawa (Ontario) K2G 5K7. Le formulaire d'appel est disponible sur le site Web du TOAT à l'adresse [Formulaires | Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire](#). Le paiement en personne peut être effectué par chèque certifié ou mandat-poste libellé à l'ordre du ministre des Finances de l'Ontario, ou par carte de crédit. Veillez indiquer sur le formulaire d'appel si vous souhaitez payer par carte de crédit.

Veillez noter que vous ne pouvez utiliser qu'une seule des options indiquées ci-dessus. Si l'option d'appel que vous préférez n'est pas disponible au moment du dépôt de votre appel, vous devez recourir à l'une des deux autres options.

Le Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire a fixé à 400 \$ les droits d'appel par type de demande et à 25 \$ les droits de chaque appel supplémentaire.

Seuls les requérants, le ministre ou une personne déterminée ou un organisme public ayant un intérêt dans l'affaire peuvent faire appel de la décision auprès du Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire. Une « personne déterminée » ne comprend pas un particulier ou une association communautaire.

Il n'existe aucune disposition permettant au Comité de dérogation ou au Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire de prolonger le délai légal pour déposer un appel. Si le délai n'est pas respecté, le TOAT n'a pas le pouvoir de tenir une audience pour examiner votre appel.

Si vous avez des questions sur la procédure d'appel, veuillez consulter la page [Déposer un appel | Tribunal ontarien de l'aménagement du territoire](#)

AVIS AUX REQUÉRANTS

Si une entente d'aménagement est nécessaire, la demande doit être présentée au moins 30 jours ouvrables avant la date d'expiration de l'autorisation et doit comprendre tous les documents requis, notamment ceux relatifs aux transferts, aux servitudes et aux reports, ainsi que toutes les études techniques approuvées. Si vous ne remplissez pas les conditions de l'autorisation provisoire dans le délai de deux ans, la *Loi sur l'aménagement du territoire* prévoit que votre demande « est réputée avoir été refusée ».

This document is also available in English.

Committee of Adjustment
City of Ottawa
Ottawa.ca/CommitteeofAdjustment
cofa@ottawa.ca
613-580-2436



Comité de dérogation
Ville d'Ottawa
Ottawa.ca/Comitedederogation
cded@ottawa.ca
613-580-2436

ANNEXE « A »

1. Les propriétaires doivent fournir la preuve que les dérogations mineures (a), (b), (c), (d), (f), (g), (h) et (i) des demandes de dérogations mineures connexes (D08-02-25/A-00120 et D08-02-25/A-00121) ont été approuvées et que tous les niveaux d'appel ont été épuisés.
2. Que les propriétaires présentent une preuve, à la satisfaction du **chef des Services du bâtiment et du gestionnaire de la Direction de l'examen des projets d'aménagement de tous les quartiers au sein de la Direction générale des services de la planification, de l'aménagement et du bâtiment, ou de la personne désignée**, attestant que la maison existante a été démolie ou déplacée en vertu d'un permis de construire.
3. Que les propriétaires présentent la preuve, à la satisfaction du gestionnaire de la Direction de l'examen des projets d'aménagement de tous les quartiers au sein de la Direction générale des services de la planification, de l'aménagement et du bâtiment, que chaque parcelle existante est dotée de ses propres systèmes indépendants de gestion des eaux pluviales, des eaux usées et de l'approvisionnement en eau, raccordés aux infrastructures municipales et que ces services ne traversent pas la ligne de morcellement proposée. S'ils traversent la ligne de morcellement proposée ou ne sont pas indépendants, les propriétaires devront les déplacer ou en construire de nouveaux à partir des égouts et des conduites principales de la ville, à leurs propres frais. La Direction générale doit confirmer par écrit au Comité que la condition a été remplie.
4. Que les propriétaires présentent un rapport sur la gestion des eaux pluviales préparé par un ingénieur civil, autorisé à exercer dans la province de l'Ontario, démontrant une conception du système de la gestion des eaux pluviales pour le contrôle des eaux pluviales du site après l'aménagement par rapport aux débits de pointe avant l'aménagement pour tous les événements pluvieux jusqu'à et incluant l'événement de récurrence centennale (100 ans). Le rapport doit être jugé satisfaisant et être approuvé par le gestionnaire de la Direction de l'examen des projets d'aménagement de tous les quartiers au sein de la Direction générale des services de la planification, de l'aménagement et du bâtiment, ou de la personne désignée.

Si le rapport sur la gestion des eaux pluviales comprend des techniques d'infiltration, les propriétaires doivent présenter un dossier géotechnique à l'appui, préparé par un ingénieur civil autorisé à exercer dans la province de l'Ontario, pour approbation par le gestionnaire de la Direction de l'examen des projets d'aménagement de tous les quartiers au sein de la Direction générale des services de la planification, de l'aménagement et du bâtiment, ou de la personne désignée.

Que les propriétaires concluent une entente d'aménagement avec la Ville afin de construire le système de gestion des eaux pluviales requis, y compris, éventuellement, de fournir les garanties nécessaires. Une copie de l'entente et une

confirmation écrite des Services juridiques de la Ville indiquant que l'entente a été enregistrée sur le titre de propriété doivent être transmises au Comité de dérogation.

S'il y a lieu, les propriétaires doivent obtenir une autorisation environnementale du ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs de l'Ontario.

Si le système de gestion des eaux pluviales traverse les limites de propriété ou si l'accès au système se fait sur plusieurs propriétés, les propriétaires demanderont l'approbation du Comité pour accorder une ou plusieurs servitudes d'accès et d'entretien du système de gestion des eaux pluviales ou pour enregistrer une entente portant sur l'utilisation commune et l'entretien commun sur le titre de propriété des propriétés, le tout aux frais des propriétaires.

5. Que les propriétaires fournissent la preuve qu'un plan de nivellement et de drainage, préparé par un ingénieur, un arpenteur-géomètre ou un ingénieur technologue autorisé dans la province de l'Ontario, indiquant le nivellement existant et proposé des parcelles, tant la parcelle disjointe que la parcelle conservée, a été présenté à la satisfaction du gestionnaire de la Direction de l'examen des projets d'aménagement de tous les quartiers au sein de la Direction générale des services de la planification, de l'aménagement et du bâtiment, ou de la personne désignée.
6. Que les propriétaires préparent une étude sur l'atténuation du bruit, conformément aux Lignes directrices de la Ville d'Ottawa en matière de lutte contre le bruit dans l'environnement, à la satisfaction du gestionnaire de la Direction de l'examen des projets d'aménagement de tous les quartiers au sein de la Direction générale des services de la planification, de l'aménagement et du bâtiment, ou de la personne désignée. Les propriétaires doivent conclure avec la Ville une entente qui les contraint à mettre en œuvre toute mesure d'atténuation du bruit recommandée dans l'étude approuvée. L'entente traitera également des engagements et/ou des avis, recommandés dans l'étude approuvée, qui s'appliqueront au bien-fonds et lieront les futurs propriétaires lors de transferts ultérieurs, en avertissant les acheteurs et/ou les locataires des niveaux de bruit attendus en raison de la source existante de bruit dans l'environnement (artère, autoroute, aéroport, etc.). Le Comité exige une copie de l'entente et une confirmation écrite des Services juridiques de la Ville attestant qu'elle a été enregistrée sur le titre de propriété.
7. Que les propriétaires concluent, à leurs frais, une entente d'utilisation et d'entretien communs établissant les obligations entre les propriétaires et les futurs propriétaires proposés en ce qui concerne l'utilisation et l'entretien communs de toutes les parties communes, y compris, mais sans s'y limiter, les entrées de cour communes.

Les propriétaires doivent s'assurer que l'entente engage tous les propriétaires des unités et leurs ayants droit à la satisfaction du gestionnaire de la Direction de l'examen des projets d'aménagement de tous les quartiers au sein de la Direction générale des services de la planification, de l'aménagement et du bâtiment, ou de la personne désignée ou des Services juridiques de la Ville. Le Comité exige une confirmation écrite que l'entente est à la satisfaction du gestionnaire de la Direction

de l'examen des projets d'aménagement de tous les quartiers, ou de la personne désignée, et à la satisfaction des Services juridiques de la Ville. Le Comité exige également une copie de l'entente et la confirmation qu'elle a été enregistrée sur le titre de propriété.

8. Que les propriétaires concluent une entente de réasphaltage avec la Ville, à la satisfaction du gestionnaire de programme de la Direction des emprises au sein de la Direction générale des services de la planification, de l'aménagement et du bâtiment, ou de la personne désignée, et fournissent une garantie financière conformément au Règlement sur les travaux routiers, modifié, pour poser un revêtement d'asphalte sur la surface de la chaussée du chemin Heron, en face des terrains visés, jusqu'aux limites indiquées dans le plan de viabilisation du site approuvé. Lorsque le plan de viabilisation du site approuvé démontre que le réasphaltage n'est pas nécessaire en vertu de la Politique sur le réasphaltage des routes après des travaux de terrassement de la Ville, le gestionnaire de la Direction de l'examen des projets d'aménagement de tous les quartiers, au sein de la Direction générale des services de la planification, de l'aménagement et du bâtiment, ou la personne désignée, considère que cette condition est remplie.
9. Que les propriétaires soumettent une étude sur la viabilisation du site préparée par un ingénieur civil agréé dans la province de l'Ontario décrivant les exigences municipales en matière de viabilisation, y compris le débit d'incendie requis, pour chaque unité d'habitation et indiquant, si nécessaire, que la capacité est suffisante dans les infrastructures municipales existantes. L'étude doit être à la satisfaction du gestionnaire de la Direction de l'examen des projets d'aménagement de tous les quartiers au sein de la Direction générale des services de la planification, de l'aménagement et du bâtiment, ou de la personne désignée.
10. Conformément au sous-alinéa 51(25)(c) de la *Loi sur l'aménagement du territoire* et à l'annexe C16 du nouveau Plan officiel de la Ville, que les propriétaires cèdent à la Ville, sans frais pour celle-ci, un élargissement de route sans entrave sur toute la façade des terrains donnant sur le chemin Heron, mesurant 22,25 mètres à partir de la médiane existante de la chaussée ou de l'emprise contiguë. L'élargissement exact doit être déterminé par un levé officiel. Les propriétaires doivent fournir à l'arpenteur-géomètre de la Ville un plan de renvoi indiquant l'élargissement, pour examen et approbation avant son dépôt au bureau d'enregistrement. Ce plan de renvoi doit être lié au réseau de contrôle horizontal conformément aux exigences et aux lignes directrices municipales en matière de référence des levés officiels. Les propriétaires sont tenus de fournir à l'arpenteur-géomètre de la Ville une copie de la décision du Comité de dérogation et un plan de renvoi provisoire qui définit l'élargissement requis. Le Comité exige une confirmation écrite des Services juridiques de la Ville selon laquelle le transfert de l'élargissement à la Ville a été enregistré. Tous les frais seront assumés par les propriétaires.
11. Que les propriétaires et/ou les requérants concluent, à leurs frais, une entente d'aménagement ou une lettre d'engagement (LOU) avec la Ville d'Ottawa, et à la satisfaction du gestionnaire de la Direction de l'examen des projets d'aménagement

de tous les quartiers, au sein de la Direction générale des services de la planification, de l'aménagement et du bâtiment, ou de la personne désignée. Une entente d'aménagement doit être enregistrée sur le titre de propriété (s'il y a lieu). L'entente et/ou la lettre d'engagement comprendra les exigences en matière de protection et d'atténuation relatives aux arbres détaillées dans le Règlement sur la protection des arbres et dans le rapport d'information sur les arbres approuvé (ou toute révision approuvée), ainsi que les garanties connexes pour la protection des arbres. Les garanties, qui seront fondées sur la valeur des arbres municipaux à protéger (arbre 1), seront retenues pendant [deux (2)] ans suivant la délivrance du permis d'occupation final, puis retournées aux propriétaires uniquement après que la Ville aura reçu un rapport d'un arboriculteur confirmant que les arbres en question sont en bonne santé, peuvent être conservés et restent structurellement stables. Les propriétaires reconnaissent et acceptent que si, de l'avis du forestier municipal et/ou du gestionnaire de la Direction de l'examen des projets d'aménagement de tous les quartiers, le rapport indique qu'un arbre est en déclin et/ou doit être abattu, la totalité de la garantie relative à cet arbre sera confisquée.

12. Que les propriétaires et/ou les requérants fournissent un plan de plantation des arbres, préparé à la satisfaction du gestionnaire de la direction compétente au sein de la Direction générale de la planification, de l'immobilier et du développement économique, ou de la personne désignée, indiquant l'emplacement, l'espèce ou la taille ultime d'au moins un nouvel arbre (calibre de 50 mm) sur chaque lot, en plus de tous les arbres de compensation exigés en vertu du Règlement sur la protection des arbres.
13. Que les propriétaires déposent auprès du Comité une copie du plan de renvoi enregistré préparé par un arpenteur-géomètre de l'Ontario autorisé dans la province de l'Ontario et signé par le registraire, **confirmant la façade et la superficie du terrain morcelé. Si le plan enregistré n'indique pas la superficie du lot, une lettre de l'arpenteur confirmant la superficie est exigée.** Le plan de renvoi enregistré doit être, en substance, conforme au plan de renvoi préliminaire qui accompagne les demandes d'autorisation, à la satisfaction du **secrétaire-trésorier du Comité de dérogation ou de la personne désignée.**
14. Une fois que les conditions précitées auront été remplies **en deçà de la période de deux ans comme il est mentionné plus haut**, que les propriétaire déposent auprès du Comité « l'enregistrement électronique des documents nécessaires » aux cessions pour lesquelles l'autorisation est requise, à la satisfaction du **secrétaire-trésorier du Comité de dérogation ou de la personne désignée.**